

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI
16

DÉCEMBRE
1975

N° 60
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

CONFÉRENCE NORD-SUD

RECULS DE L'IMPERIALISME ET MANOEUVRES DE DIVISION

Ce matin, s'ouvre la Conférence Nord-Sud, ou plus exactement la «conférence sur la coopération économique internationale». Nouveau jalon de la longue marche des pays du Tiers-Monde pour conquérir une véritable indépendance économique et politique, cette conférence est le témoin, à la fois de la montée irrésistible des forces du Tiers-Monde et aussi des manœuvres en recul tramées par le camp impérialiste qui tente de limiter ses concessions, et de masquer ses propres contradictions.

MONTÉE IRRÉSISTIBLE DES FORCES DU TIERS-MONDE

20 ans après Bandoeng, 20 ans après la première tentative d'organisation des pays victimes de l'impérialisme, parmi lesquels se trouvait déjà la République Populaire de Chine, on peut mesurer le chemin parcouru : Algérie, Viet Nam, Cambodge, Laos, autant de victoires des guerres de libération nationale où les peuples de ces pays ont chassé, les armes à la main, les occupants impérialistes. La tentative de substituer aux formes les plus ouvertes de la domination impérialiste comme le colonialisme, le néo-colonialisme n'a eu qu'un temps : aujourd'hui des gouvernements que les grandes puissances capitalistes pouvaient croire assujettis à leurs intérêts, refusent le

pillage camouflé et l'indépendance formelle que ces puissances leur avaient «généreusement» octroyée. Ils refusent le pillage effréné de leurs richesses nationales et la limitation, par le biais de l'inflation, de leur pouvoir d'achat.

MANOEUVRES EN REcul DU CAMP IMPÉRIALISTE

Obligé de consentir un certain nombre de concessions sur le prix du pétrole et de plusieurs autres matières premières, le camp impérialiste occidental, sous la conduite des USA, tente par tous les moyens de freiner les revendications du Tiers-Monde. Ayant tenté tour à tour de dissocier les pays producteurs de pétrole des autres pays du Tiers-Monde, de limiter les discussions au problème énergétique, de rogner par la chute du dollar le pouvoir d'achat de ces pays, les USA en viennent aujourd'hui à tenter de limiter l'équipement industriel des pays du Tiers-Monde, sélectionnant ceux qui pourraient en bénéficier, refusant l'octroi de matériels de technologie avancée, ou permettant de l'acquiescer... Toutes ces manœuvres pour perpétuer l'ancienne division du travail entre pays capitalistes et pays du Tiers-Monde vont se poursuivre à la conférence Nord-Sud.

suite p. 4

perquisitions et arrestations en chaîne, hier à Paris et en province.

halte aux atteintes aux libertés démocratiques

Chaque jour, la liste s'allonge. Arrestations, perquisitions, inculpations devant la Cour de Sécurité de l'État sont devenues d'une régularité exaspérante. Hier, c'était une nouvelle fournée visant des militants syndicaux, mais aussi des perquisitions dans les locaux d'organisations d'extrême gauche. A Bordeaux et dans d'autres villes, la police perquisitionne directement au domicile de responsables syndicaux, effectue de nouvelles inculpations.

L'ampleur de cette répression prend la forme d'une véritable «chasse aux sorcières». Et l'Union de la Gauche, tout en ayant à la bouche «la défense des libertés démocratiques», tourne en rond depuis 15 jours pour aboutir finalement à un projet de manifestation qui veut noyer la défense réelle et concrète de tous les emprisonnés, quelle que soit leur appartenance politique.

Et la direction de la CFDT étant coincée entre les pressions de la CGT et les exigences de ses militants de lutter réellement pour la libération des emprisonnés et la

voir page 4 le détail de nos informations



Pendant ces nouvelles atteintes aux libertés démocratiques partis de «gauche» et dirigeants des confédérations syndicales se rencontraient et refusaient de prendre clairement position pour la libération de tous les emprisonnés.

cessez- le-feu au Liban hier à midi

Lundi à midi, le cessez-le-feu était appliqué à Beyrouth et dans les autres régions : à Zahlé et au Nord. Les habitants de Beyrouth n'entendaient aucun coup de feu. Ce nouveau cessez-le-feu a été demandé par le Comité National de Coordination, dimanche soir. En effet, le Comité National de Coordination, qui comprend toutes les forces progressistes et patriotes d'un côté et les forces de droite de l'autre, s'est réuni dimanche soir, après une série de contacts entre Yasser Arafat et Karame et le Comité. Bien que l'appel au cessez-le-feu ait été fait dimanche soir, des combats se sont déroulés toute la nuit à Beyrouth et à Zahlé, et, lundi matin, quelques affrontements se sont poursuivis à Beyrouth.

suite p. 8

15 000 chômeurs de plus en novembre selon les statistiques de Durafour

Le nombre de chômeurs d'après les chiffres officiels qui sous-estiment pourtant nettement l'ampleur du chômage est passé à 1 030 000 en novembre soit 15 000 de plus que le mois précédent.

Dans le même temps

les offres d'emploi non satisfaites, qui donnent une indication de l'embauche ont diminué passant de 90 000 en octobre à 60 000 en novembre. Comme on peut le constater la situation s'améliore, le bout du tunnel se rapproche mais lequel ?

PORTUGAL : le PCP contesté dans les commissions de travailleurs

(de notre correspondant permanent p. 8)

la vie du journal

**dans
notre courrier
expulsé du Portugal...**

Expulsé du Portugal le 4 décembre 1975, dans des conditions que je trouve anormales, je vous écris afin de faire savoir à vos lecteurs ce que j'ai vécu la-bas.

Pêcheur, n'ayant pu donc prendre des vacances cet été, je voulais visiter et connaître le nouveau Portugal. Parti avec une camarade, j'arrivai le 20 novembre dans ce pays. Désirant vivre près des Portugais, et n'ayant d'autre part pas assez d'argent pour «faire du tourisme», nous décidâmes d'aller dans une coopérative, à Torre Bela (70 kms au Nord de Lisbonne) où nous pouvions manger et loger en aidant aux travaux des champs.

Le lundi 1 décembre, l'armée (une quarantaine de parachutistes et des soldats de l'Ecole Pratique de Santarem aidés de 5 automitrailleuses) investissait la propriété de Torre Bela au petit matin. Les travailleurs et les 7 étrangers qui vivaient à la coopérative, étaient rassemblés. Fouille totale des chambres, des

valises, des différents bâtiments : l'armée venue pour y trouver des armes de guerre ne trouva que 3 fusils de chasse et des cartouches. Après un rapide contrôle d'identité, les 7 étrangers et quelques Portugais étaient emmenés à Santarem à la caserne de l'Ecole Pratique de Cavalerie puis à la caserne de la P.S.P. (Police de Sécurité Publique). 2 jours plus tard, nous étions expulsés.

Au-delà de mon cas personnel, j'estime que c'est toute une campagne d'opinion qu'entreprennent les forces armées et le 6^e gouvernement.

D'abord, contre les étrangers (travaillant dans des coopératives) : le gouvernement n'apprécie apparemment pas leur présence et ce contact entre travailleurs étrangers et portugais.

D'autre part, et surtout, je vois la le moyen pour les autorités actuelles de discréditer aux yeux du peuple portugais les coopérative et les occupations de terre.

ces pratiques si rentables doivent avoir lieu ailleurs, il faut enquêter.

Nous vivons dans une société de profit et tout est bon à être rentabilisé. Même la santé. Une loi (votée sous Pompidou) a permis aux médecins spécialistes de travailler à temps plein dans les hôpitaux publics tout en y ouvrant un secteur privé : ils profitent ainsi d'une clientèle libre en hôpital public.

Depuis 2 ans environ, on a assisté à Roubaix au développement de cette formule. Un véritable mouvement des spécialistes, ultérieurement employés à mi-temps, s'est déclenché : ils ont liquidé leur secteur privé de ville pour exercer à l'hôpital public. On les comprend : ce mode d'exploitation de la santé leur supprime frais de gestion, assure leur survie en les délivrant de tout souci de clientèle. C'est qu'en effet, celle-ci est toute trouvée : l'opération est simple : il suffit, sous un prétexte quelconque, de faire passer le malade de l'aile publique à l'aile privée : le patient ne change ni d'établissement, ni de médecin traitant devant lui reste l'image officielle du patron hospitalier.

C'est devenu, à Roubaix, un véritable système : on y prélève les malades du public pour le

privé d'une façon éhontée. Dans ce trafic, le PS est à l'honneur. Prenons tout d'abord le cas (exemplaire) du Docteur S, qui a à sa disposition une masse de «clients» énorme ; voyez plutôt : cet homme profite pour ses intérêts privés d'une image sociale incroyable : président de la commission médicale consultative de l'hôpital public, vice-président de la caisse primaire d'assurance maladie, président du bureau d'aide sociale (foyers de vieux, indigents...), il est en outre membre du PS et adjoint au maire de Roubaix. C'est une «huile» présente dans les domaines administratifs essentiels de la santé. Il dirige à l'hôpital public, les services de pneumologie et de réanimation, directeur aussi de néphrologie, il voit donc passer un nombre important de patients : il lui suffit, profitant de son image (autorité) de patron hospitalier de reconvoquer ses patients en secteur privé : ne s'agit-il pas là d'un détournement manifeste de malades, le tout sur le dos de la Sécurité Sociale ? Et là, on ne leur épargne pas les actes médicaux (ça fait du fric) : visites, électrocardiogrammes, bilans biologiques, et la sécurité sociale engraisse le «patron».

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris
de 8 h. 30 à 13 h.

le Quotidien du Peuple joue bien ici son rôle

Bravo pour tous les articles sur le sionisme qui font bien en effet contre-poids à toutes les autres informations la-dessus. Le Quotidien du Peuple joue bien ici son rôle : contre-attaquer, devant toutes les calomnies bourgeoises sur les causes justes, et convaincre.

Nanterre

une conception de la culture nationale et de la liberté d'expression

Cette année à Massy, avec quelques progressistes français, un petit nombre d'immigrés se sont regroupés dans le but de donner aux travailleurs immigrés de la région l'occasion de s'exprimer librement, et de montrer ce qu'il y a de mieux et de démocratique dans leurs cultures nationales, et de faire connaître les luttes de leur peuple. Au départ, nous avons cru bon d'associer à notre action les Unions Locales CFDT, CGT, plusieurs organisations à caractère culturel de l'endroit et les autorités locales de la mairie (composées principalement par le PS et le PCF). C'était afficher trop d'espoir et d'illusion. Après plusieurs sabotages (engagements importants non tenus), et une mauvaise volonté évidente, ces messieurs de la mairie se sont dernièrement bien démasqués en mettant leur veto à la projection de «Kafr Kassem», documentaire, somme toute unique sur la lutte du peuple palestinien ; un peu plus tard, à l'inauguration du secteur arabe de la bibliothèque municipale, contrairement à la liste de livres qui avait été fournie par les immigrés arabes, on trouvait exposés une trentaine de livres au contenu réactionnaire, déchets du féodalisme et de l'érotisme moyennageux. Voilà leur conception de la culture nationale et de la liberté d'expression ! Il faut que vos lecteurs le sachent.

un immigré de Massy



VOYEZ LES COORDONNÉES POUR RECEVOIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE (CETTE AFFICHE INCLUT UN CALENDRIER OFFICIEL, UN CALENDRIER 10 F, UN AFFICHE 10 F ET UN CALENDRIER 10 F). LE QUOTIDIEN DU PEUPLE EST EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES, LES BUREAUX DE POSTE ET LES BUREAUX D'ABONNEMENTS.

1976	janvier				
lun	5	12	19	26	
mar	6	13	20	27	
mer	7	14	21	28	
jeu	1	8	15	22	29
ven	2	9	16	23	30
sam	3	10	17	24	31
dim	4	11	18	25	

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, pour un 12 pages six jours sur sept des affiches, des calendriers sont à votre disposition. le calendrier 10 F, l'affiche 10 F PASSER VOS COMMANDES les fêtes de fin d'année doivent être l'occasion de renforcer encore le soutien au journal

gagnons la bataille de la diffusion

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Non.....
Profession.....
Adresse.....

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

je souscris

10 F	50 F	100 F	F
------	------	-------	---

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

communiqués

MEETING
Vendredi 19 décembre à 20 h 30
Salle Lancry 10 rue Lancry
Paris 10^e Métro République

- Liévin : un an après, la lutte continue
- Des patrons en prison : quelques fissures dans la justice bourgeoise
- Le capital tue tous les jours : faire la vérité, c'est permettre de développer la lutte

DÉBAT avec des travailleurs de la chimie, du bâtiment...
A l'initiative du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)
Avec la participation du CLISACT, le Comité de Lutte des Handicapés, le Mouvement d'Action Judiciaire.

CAEN
Mercredi 17 décembre
20 h 30
Amphi A1 Vissol
Meeting débat sur l'Espagne
Participation de plusieurs militants du FRAP à l'appel de :
PCR, UCJR, CUSPE

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LA CONFÉRENCE SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES ET LE DÉVELOPPEMENT

premier aboutissement d'une longue lutte

Qu'aujourd'hui 19 ministres de pays du Tiers-Monde siègent à la même table que 8 ministres de pays impérialistes, avec pour mission de négocier un nouvel ordre économique international, peut sembler à première vue quelque chose de «normal», le résultat d'un «retour à la raison» de part et d'autre en quelque sorte. C'est ce qu'on va s'employer à nous démontrer, comme on a déjà commencé à le faire depuis qu'il en est question. Or la vérité est beaucoup plus dure pour l'impérialisme. Car sans la crise du pétrole d'octobre 1973, il n'y aurait pas eu aujourd'hui de «conférence Nord-Sud». Que celle-ci se tienne aujourd'hui, c'est l'aboutissement d'une bataille de 20 ans des pays du Tiers Monde pour l'imposer. Encore n'est-il pas dit que les différentes puissances mises au pied du mur, ne trouvent pas encore des échappatoires.

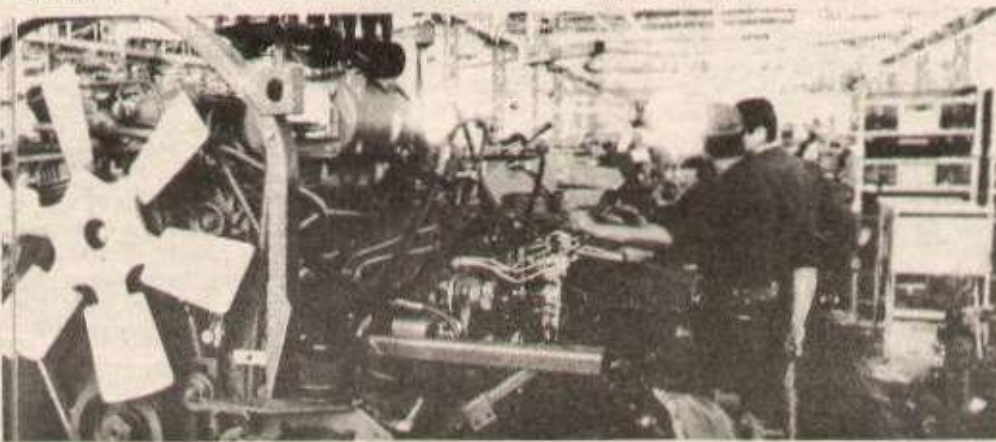
octobre 1973 : les menaces américaines

Lorsque les pays de l'OPEP, en octobre 1973, décident de se servir du pétrole comme d'une arme, à la fois contre la politique impérialiste au Moyen Orient, à la fois contre l'échange inégal dont ils sont les victimes, on n'entend pas tout de suite parler de conférence, de discussion. Au contraire, les américains ripostent aux hausses justifiées du prix du pétrole, à la réduction de la production et aux embargos décrétés par l'OPEP, par de violentes menaces de guerre, y compris nucléaire. On apprendra même à l'occasion que les «marines» s'entraînent en France pour une telle opération. Dans le même temps pratiquement, ils tentent d'organiser un front des «pays consommateurs», c'est-à-dire des pays impérialistes, capable de jouer l'épreuve de force avec les pays de l'OPEP. Face à ces menaces ouvertes, les pays producteurs ne se laissent pas isoler. Plaçant leur combat dans le cadre de celui de l'ensemble des pays du Tiers-Monde, ils refusent de discuter du pétrole uniquement, et avec les seuls pays impérialistes, n'envisageant de conférence qu'ouverte à tous les pays pauvres, et traitant du problème des matières premières et du développement en général. D'entrée, l'enjeu de la lutte était ainsi clairement tracé : Tiers-Monde contre impérialisme, pays dominés contre pays impérialistes, alors que ces der-

niers voulaient la limiter à une affaire entre eux et l'OPEP, afin que ne soit pas remise en cause, ou de manière circonscrite, leur domination sur la masse des pays pauvres. Aujourd'hui, les pays impérialistes ont été contraints de reculer, ce n'est pas une mince victoire pour le Tiers-Monde.

l'alternative pompidolienne

Il est à ce propos un mensonge auquel il faut tordre le cou. C'est celui qui insinue que la conférence ne devrait sa tenue qu'aux patientes démarches de la France, à la sagesse de ses gouvernants en somme. Certes, dans le concert des menaces américaines et pressions de toutes sortes, le son de cloches qui venait de Paris semblait dès le début quelque peu discordant. A la politique d'affrontement de bloc à bloc, les Français semblaient préférer la négociation d'Etat à Etat : contrats d'approvisionnement durables contre marchés d'industrialisation. Il n'y avait là aucun souci humanitaire de la part de la France impérialiste. Au contraire, l'attitude de la bourgeoisie française était dictée par le souci de sauvegarder le projet impérialiste français :



l'industrialisation des pays du Tiers-Monde.

- contre les pays du Tiers Monde : en adoptant un langage plus souple que les USA, en faisant toute une série de concessions mineures, la France espérait conserver l'essentiel de ses rapports avec les pays dominés.

- contre l'impérialisme américain : celui-ci en effet, relativement épargné par l'embargo, du fait du quasi-monopole américain sur la distribution du pétrole, tentait, à la faveur de la crise, de raffermir son emprise sur les pays d'Europe, de briser net toute tentative d'unification hors de son contrôle de l'Europe politique et surtout économique.

Jobert impuissant contre l'Agence internationale de l'Energie

Toute une série de propositions faites par la France d'alors, dirigée par Pompidou, témoignent de ce double souci, de s'adapter rapidement aux revendications de l'OPEP, et d'offrir aux autres pays européens une autre alternative que celle qu'une soumission accrue à l'«oncle Sam». Cela commence avec la proposition d'élaboration d'une politique européenne de l'Energie (27 novembre 1973), puis c'est la proposition d'une réunion Europe-Pays Arabes (proposition Jobert, décembre 1973), enfin celle d'une conférence mondiale entre importateurs et exportateurs sous l'égide de l'ONU.

décembre 1974 : double jeu giscardien

Lorsque Giscard d'Estaing propose, le 24 octobre 1974, une conférence tripartite «au sommet» entre quatre pays producteurs de pétrole et six pays consommateurs, trois riches et trois pauvres, la politique française s'est infléchie. Certes, en apparence on pouvait croire au début à la persistance du désaccord entre l'impérialisme français et l'impérialisme US. Cette apparence des choses

Or cette politique n'enregistrera nullement les effets escomptés, puisque, hormis la dernière proposition qui débouchera sur la 6^e session extraordinaire de l'ONU, (d'ailleurs tout à fait infructueuse, en raison du blocage des américains), les autres propositions resteront lettre morte. L'isolement de la France éclate au grand jour en février 1974, à la conférence de Washington, où Jobert se retrouve seul à refuser le front des pays consommateurs sous la houlette des USA, contre l'OPEP, ce que sera l'Agence Internationale de l'Energie, créée peu après.

s'efface avec la réunion Ford-Giscard à Fort-de-France, en décembre, où il apparaît clairement qu'elle a pour but de concilier les 2 positions.

En effet, si Ford accepte de voir le dialogue élargi aux pays pauvres, Giscard en retour accepte de participer à des instances de concertation préalable des pays impérialistes, souci numéro 1 des USA depuis le début.

avril 1975 : échec pour l'impérialisme

Sans être tout à fait dupes, les pays du Tiers Monde, qui n'ont rien à perdre au dialogue acceptent. Le 7 avril 1975, peut ainsi s'ouvrir la conférence préparatoire à ce qui n'est encore que «la conférence internationale proposée par le président de la République Française», sans plus de précisions. C'est un premier test pour l'unité du Tiers Monde. Test positif, car ceux-ci

s'opposent en bloc à la tentative impérialiste de limiter la future conférence à la question de l'énergie. C'est la rupture. C'est aussi un coup dur pour l'image de marque auprès des pays du Tiers Monde de la France, dont l'attitude par trop conciliante vis-à-vis des positions américaines à la conférence se verra reprochée à Giscard lors de son voyage en Algérie.

LES PARTICIPANTS A LA CONFÉRENCE

- | | |
|-------------------|---------------|
| - Algérie | - Iran |
| - Arabie Saoudite | - Jamaïque |
| - Argentine | - Mexique |
| - Brésil | - Nigéria |
| - Cameroun | - Pakistan |
| - Egypte | - Pérou |
| - Inde | - Vénézuéla |
| - Indonésie | - Yougoslavie |
| - Irak | - Zaïre |
| | - Zambie |
- LES PAYS CAPITALISTES
- | | |
|-------------|--------------|
| - Australie | - Etats-Unis |
| - Canada | - Japon |
| - CEE | - Suède |
| - Espagne | - Suisse |

nouvelles manœuvres américaines

Deux facteurs obligent l'impérialisme à assouplir sa position, et donc à remettre en selle en septembre la préparation du «dialogue Nord-Sud». Le premier est en rapport avec la nouvelle offensive américaine contre le Tiers-Monde, puisque cette baisse contribue à affaiblir encore le pouvoir d'achat de ces pays, dont les exportations sont pour l'essentiel payées en dollars. Loin de se désunir les pays du Tiers-Monde affinent leurs revendications, portant la lutte aussi sur le plan monétaire. C'est néanmoins une épreuve pour eux, dont l'impérialisme américain espère bien profiter pour relancer le «dialogue» à son profit, quitte à assouplir formellement sa position sur la compétence de la conférence (qu'ils acceptent de voir étendue à la question des matières premières et du développement).

En fait, le fond des visées américaines apparaît clairement à la 7^e session extraordinaire de l'ONU en septembre, avec la prétendue politique de conciliation inaugurée par Kissinger. Ainsi, face aux revendications des pays du Tiers-Monde de garantie de recettes pour leurs exportations ou d'indexation du prix des matières premières sur celui des produits manufacturés, Kissinger propose par exemple, un mécanisme de prêts «pour compenser les fluctuations de prix des

produits exportés». Autant dire qu'il ne s'agit, sous couvert d'aide, que d'accabler les pays du Tiers-Monde de nouvelles chaînes : ce qu'ont toujours été les prêts impérialistes. Néanmoins, du fait de cet assouplissement formel de la position américaine, le blocage d'avril est dissipé.

l'impérialisme manœuvre en recul

Un autre facteur contribue à relancer le dialogue, celui-là défavorable à l'impérialisme. En effet, les pays occidentaux commencent à se relever progressivement de la crise économique dans laquelle ils étaient plongés. Et avec la reprise des affaires, se profilent des besoins accrus en pétrole. L'arme de la baisse des importations de pétrole ne devient plus très viable pour l'impérialisme, qui a lui aussi d'une certaine manière besoin d'aboutir à un compromis sur ce problème.

Cet ensemble de facteurs explique qu'un «consensus» ait pu se dégager à la nouvelle conférence préparatoire de septembre, ne serait-ce que sur un cadre de discussion. Les possibilités de manœuvre de l'impérialisme ne sont pas pour autant éliminées, mais l'unité renforcée du Tiers Monde, à chacune des manœuvres passées, est le gage de nouvelles victoires.

Frédéric MONTAGNET

politique

**CONFÉRENCE NORD-SUD
SUITE DE L'ÉDITORIAL**

Sous les termes de «mondialisme», de «nouvel ordre économique mondial», Giscard tente de faire croire que la politique française qu'il impulse, substitue «le dialogue et la concertation» aux politiques de force du passé, et ne se confond pas avec celle des USA. En fait, par ces termes là, il ne fait que signifier les nouveaux rapports de force apparus depuis le début des années 70, entre le camp impérialiste et le camp du Tiers-Monde. Gommant largement les contradictions qui, du temps de de Gaulle, et dans une moindre mesure du temps de Pompidou,

avaient opposé les positions françaises et américaines, Giscard ne fait que souligner la faiblesse même de l'impérialisme français ; loin de pouvoir régenter le monde et rivaliser avec succès avec les deux superpuissances, il limite son rôle à être le simple organisateur d'une conférence où les premiers rôles seront joués par d'autres.

Cette faiblesse même, révélée sous les coups de boutoirs conjugués des pays du Tiers-Monde et des masses de notre pays, fonde la crise la plus grave qu'ait connue depuis des

dizaines d'années notre métropole. Elle illustre concrètement la convergence d'intérêt des peuples des pays du Tiers-Monde et des peuples des métropoles comme la notre : à la montée irrésistible des forces du Tiers-Monde répond le développement de la conscience révolutionnaire à apporter à notre société.

C'est pourquoi les travailleurs de notre pays soutiennent avec confiance la lutte des pays du Tiers-Monde contre toutes les manœuvres de division et de pression perpétrées à cette conférence Nord-Sud.

**halte aux atteintes
aux libertés
démocratiques**

perquisitions et arrestations en chaîne hier à Paris et en province

suite de la une
défense des libertés syndicales, Maire souhaitait que l'initiative unitaire «n'oublie pas la riposte à l'action anti-CFDT du pouvoir». Partant de cette formule pour le moins allusive, les dirigeants réformistes de la CFDT se sont contentés de bien peu.

Alors que la gauche hésite, nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle

de tous les emprisonnés. C'est nettement et fermement la cible de notre combat. Il s'agit d'arrêter net la politique autoritaire du gouvernement qui porte atteinte non seulement aux libertés syndicales, au droit de grève, mais aussi aux libertés démocratiques, au droit de réunion, d'association. Défendre concrètement les militants emprisonnés, c'est défendre ces libertés.

EN BREF

AGRESSION FASCISTE CONTRE UNE EXPOSITION EN FAVEUR DES PRISONNIERS POLITIQUES CHILIENS

Une vingtaine d'admirateurs de Pinochet, équipés pour la circonstance de casques et de barres de fer, ont saccagé une exposition d'objets artisanaux chiliens, organisée au bénéfice des familles des prisonniers politiques au Chili. Mais cela ne leur suffisait pas : ils ont en outre obligé les spectateurs à s'allonger sur le sol et les ont aspergés d'encre. Evidemment, la police, pour qui les membres du commando sont «inconnus» n'est pas intervenue... Il n'y a pas que chez les nazillons que le fasciste Pinochet a des adeptes.

L'HUMANISME DE SIMONE VEIL

Mme Veil a la promesse facile : elle vient d'assurer qu'en 1980 il n'y aurait plus de salles communes dans les hôpitaux. A défaut de s'attaquer aux véritables causes de l'inique politique de santé qui règne dans notre pays, ce dont elle serait bien incapable, elle préfère «humaniser».

**PIERRELATTE : 2 INCENDIES EN 3 JOURS
DANS LES FOYERS SONACOTRA**

A trois jours d'intervalle, deux incendies ont éclaté dans un foyer de travailleurs immigrés à Pierrelatte dans la Drôme. D'après les premières constatations, le deuxième sinistre qui a dévasté deux bâtiments et endommagé un troisième serait dû à un mauvais fonctionnement de la chaufferie à gaz. Signalons que ces cages dortoirs qui abritent 400 travailleurs immigrés du chantier nucléaire d'Eurodif appartiennent à la Sonacotra, le plus gros propriétaire de foyers d'immigrés. Les ouvriers résidant dans les foyers Sonacotra ont engagé la lutte contre les conditions de logement actuelles.

MARCHAIS N'ATTEND PAS DE RÉPONSE DE BREJNEV

Après la déclaration du Bureau Politique du PCF demandant des explications et un démenti officiel des dirigeants soviétiques à propos de l'existence de camps de détention pour prisonniers politiques en URSS, aucune nouvelle n'est parvenue du Kremlin à ce sujet. Marchais qui sait à quoi s'en tenir a dit qu'il n'attendait pas de réponse à sa demande. C'est qu'il reconnaît donc l'existence de ces camps et la duplicité des autorités soviétiques, cela ne l'empêche pas de continuer de prétendre que l'URSS est un pays socialiste. Il est vrai que le PCF, par ses agressions contre les militants révolutionnaires, a montré quelle conception il avait du socialisme.

LILLE : LE PCF S'INTERROGE SUR LA POLICE

Dans «Liberté», quotidien communiste de la région du nord, on s'interroge sur la police. Va-t-on parler de son rôle répressif, des opérations «coup de poing» ? Non, d'abord, une constatation rassurante : la gendarmerie mobile vote à gauche. Va-t-on conclure que les policiers sont les frères de classe des travailleurs ? Presque, puisqu'on nous cite l'exemple d'un jeune homme qui, au moment du choix d'un métier, a fait plusieurs demandes : Renault et la police, c'est celle-ci qui a répondu la première, alors...

Le problème majeur des policiers, selon «Liberté», c'est le manque de formation, celle-ci ne dure que cinq mois et ne leur permet pas de bien réagir devant les difficultés. Or, nous dit «Liberté», un policier moins formé sera plus docile pour intervenir contre les manifestants populaires ou les grévistes. Qui formerait donc les policiers, selon le PCF ? Des travailleurs ou des cadres de la police ? Dans le but justement de réprimer les travailleurs.

Enfin conclusion de l'article : un policier est un citoyen diminué, en liberté réduite et surveillé. Pauvres policiers ! Le PCF, dans sa campagne pour les libertés, s'inquiète plus de leur sort que de celui des militants et syndicalistes emprisonnés.

Hier, dans une dizaine de villes de France, une importante opération policière, menée sur instruction de la Cour de Sécurité de l'Etat, a abouti à la perquisition des locaux d'organisations politiques, à l'interpellation d'une trentaine de militants politiques ou syndicaux, et à plusieurs nouvelles inculpations, dont le total approche aujourd'hui les 45. Ainsi, la Cour de Sécurité, juridiction sous les ordres directs du gouvernement a décidé d'intensifier et d'élargir la répression : il y aurait aujourd'hui plus de huit dossiers ouverts.

A Paris, les locaux du PSU et de l'IDS, de la LCR, de Révolution, ont été perquisitionnés dans la matinée. Bertrand Jullien, Maguy Guillien, Hervé Le Troquin, Jacques Magagnosc du PSU, Alain Krivine, et deux autres membres de la LCR ont été interrogés, puis relâchés dans la journée. A Lyon, les locaux de la LCR ont été perquisitionnés, et trois militants interrogés. A Bordeaux, l'opération a pris une grande ampleur, puisque une douzaine de militants ont été arrêtés chez Georges Andrieu, responsable CFDT. A Besançon, quatre militants de la CFDT et PSU, Mr Cattelain et sa femme, Mr Duboz et Mr Lombardi ont été aussi interrogés. A Salins, près de Besançon, un militant CFDT, Mr Sechez, a été interrogé. Il serait aujourd'hui



perquisition au siège du PSU.

d'hui inculpé devant la Cour de Sécurité. D'autres arrestations, de civils et de militaires, ont eu lieu à Clermont Ferrand, Amiens, Beauvais, Chaumont, Grenoble, Romans, Cherbourg. De nouvelles inculpations auraient eu lieu à Chaumont et à Grenoble.

Hier soir, à la Mutualité, un meeting était organisé, «pour la libération des emprisonnés, pour la levée de toutes les inculpations», par le comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés.

**le maire PCF d'Ivry aux locataires
qui protestent contre les saisies :**

**"que voulez-vous
que je fasse"**

suite de «LA SAISIE, C'EST DU VOL»

Vendredi matin, une vingtaine de locataires des Marronniers montent dans le bus 182 pour aller à la mairie.

Pancartes, banderoles, chansons contre la saisie sur l'air de la «pêche aux moules».

A la recette-perception, occupation des locaux et discussion avec le percepteur.

Le percepteur :

«Une saisie, mais qu'est-ce que c'est qu'une saisie, c'est rien et puis je ne suis pas responsable, pour les impôts locaux, c'est la mairie.»

La délégation se rend alors à la mairie et est reçue par Max Aafort, 1^{er} adjoint. Aafort refuse de s'engager au nom de la mairie à cesser toute saisie, mais promet de venir s'expliquer devant les locataires des Marronniers, avec Marcel Rosette, le maire, membre du comité central du PCF.

Samedi matin, le local est plein, d'emblée Rosette pose le débat :

«Certains disent que les communistes luttent contre les saisies par devant, mais,

qu'on fait une autre politique par derrière.»

Un ouvrier :

«J'ai 500 F d'impôts locaux avec 4 gosses, un autre en à 900 avec 7 gosses, comment se fait-il ?»

Rosette :

«Faites une demande d'exonération et de dégrèvement, il y a des fonds pour ça.»

Un autre ouvrier :

«Pourquoi la cellule du PCF a-t-elle sorti un tract dans le dos de l'Amicale. C'est une manœuvre de division.»

Un membre du PCF :

«Votre tract a paru le matin, c'est une coïncidence.»

Rires dans la salle !

Des questions fusent, un camarade tend à la main un papier de saisie à la requête du maire sur les cantines scolaires.

Rosette :

«Ce sont des formulaires tout prêts, et je ne les vois pas.»

Un locataire :

«alors, on peut signer à votre nom des choses que vous ne voyez pas ?»

Pas de réponse.

A plusieurs reprises, Rosette dit aux locataires : «Que voulez-vous que je fasse, que je démissionne ?»

Il se défend : «C'est la faute du régime, il faut changer de régime, quand vous attaquez la mairie, vous vous trompez de cible, c'est Giscard qui est responsable.»

On ne peut retracer toute la discussion, elle est riche d'enseignements, dont celui-ci : avec la crise, la marge de manœuvre du PCF devient nulle et sa gestion démocratique apparaît pour ce qu'elle est : une gestion dans le cadre du système capitaliste, une gestion bourgeoise. Aussi, sont-ils de plus en plus gênés, les moyens financiers, à la base des illusions d'aménagement du système, leur font aujourd'hui défaut.

Il y a 52 saisies aux Marronniers, le maire n'a cessé de répéter : «Apportez-moi les dossiers, on les examinera un par un.»

Son arme suprême : faire jouer certains fonds sociaux comme le Fonds d'Action Sociale (constitué sur le dos des travailleurs immigrés) et

étaler les paiements. En fin de compte, la meilleure façon de lutter contre les saisies pour le PCF, c'est de payer !

Nous entrons dans une autre phase de la lutte, la mairie va essayer au maximum de traiter tous les dossiers de saisies pour casser la mobilisation naissante, génératrice de questions politiques gênantes.

Au comité de lutte populaire qui combat sur tous les aspects de la crise dans la cité, de faire le bilan de cette lutte, d'en tirer tout le positif, de la populariser et de renforcer le rapport de force.

Correspondant Vitry

**LE SAVIEZ-VOUS ?
QUESTIONS A
UN HUISSIER :**

«Pourquoi, pour des notes de 300 F, emportez-vous 700 F de meubles ?»

Réponse de l'huissier : «Il existe une mafia organisée dans la région parisienne qui va dans les salles de vente pour faire baisser systématiquement les prix. Donc, il nous faut saisir plus.»

Sans commentaires.

ESSWEIN-THOMSON (la Roche-sur-Yon)

"tous au tribunal pour soutenir nos camarades"

A quelques kilomètres de La Roche-sur-Yon, l'usine d'Esswein-Thomson est toujours occupée. Les laves-vaisselles, les machines à laver n'ont plus bougé, les chaînes sont arrêtées depuis jeudi. Mercredi, l'Assemblée générale votait dans l'enthousiasme l'occupation. Depuis ce jour, les travailleurs ne sont plus dehors devant les feux de bois et les stands qu'ils avaient installés devant l'usine, mais à l'intérieur et bien décidés à y rester. Chaque matin vers 7 H, le piquet de grève est renforcé pour empêcher la direction et «ses moutons» de pénétrer dans l'usine. Puis, un jour sur deux c'est l'assemblée générale. Les différentes commissions mises en place par l'inter-syndicale fonctionnent bien. C'est la commission information-popularisation, qui rédige les tracts (qui seront distribués par les équipes mises en place sur tout le département). Une commission s'occupe de l'organisation des piquets de grève et de l'entretien des locaux.

Hier matin, le piquet de grève était plus nombreux que d'habitude. Cette mobilisation grandissante est la réponse des travailleurs aux différentes manœuvres de la direction. Celle-ci joue sur deux tableaux. D'une part, elle a fait signer un texte aux cadres et à «ses moutons» qui réclamait l'arrêt de la grève et ensuite elle s'est servie de ces signatures pour traduire 11 délégués (7 CFDT et 4 CGT) devant le tribunal des référés. D'autre part elle organise un vote sous son contrôle avec un huissier, pour cela chaque gréviste a reçu chez lui un questionnaire si bien formulé qu'il n'y est envisagé que la reprise ! Face à toutes ces opérations, les grévistes sont décidés à répondre fermement.

AUJOURD'HUI, JOUR DE PROCES L'INTERSYNDICALE APPELLE TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA REGION A VENIR PROTESTER DEVANT LE TRIBUNAL ET A PARTICIPER A LA MANIFESTATION QUI SUIVRA A 17 H 30.

Pour le vote, les grévistes ont organisé le boycott, l'intersyndicale ayant déjà récupéré un nombre important de bulletins que les ouvriers leur ont remis. Les travailleurs répondent comme il se doit à ces attaques et montrent bien ainsi que ce sont eux qui dirigent la lutte. Cette journée est donc une nouvelle étape importante (l'autre étant le vote d'occupation) et les ouvriers

de la Thomson à la Roche-sur-Yon se sont donnés tous les moyens pour qu'elle soit victorieuse. Pour les grévistes, quelques soient les décisions prises par les tribunaux il n'est pas question d'abandonner la lutte et plus que jamais ils réaffirment leurs revendications : augmentation uniforme pour tous, égale à 8 % du salaire moyen pondéré, cinquième semaine de congés

payés, paiement de la prime d'ancienneté sur le salaire réel, diminution de la charge de travail (cadences), application de l'accord d'entreprise de 1969 sur les récupérations des jours chômés.

José GARCIA

envoyez votre soutien à CFDT-CGT ESSWEIN 26, rue Haxo 85000 la Roche-sur-Yon



l'empoisonnement quotidien des travailleurs

A l'usine Rhône-Poulenc «Belle Etoile» de St Fons, les travailleurs manipulent à longueur de journée des produits dangereux de toutes sortes. Bien sûr, rien n'est fait pour y pallier. Ainsi, au mois de novembre, ce n'est pas moins de 2 «accidents» qui se sont produits : le 6 à la «régénération» du maléate de méthyle, le 26 lors d'un transfert de produit chaud. Mais il n'y a pas que des accidents spectaculaires, c'est à chaque instant, que la santé des travailleurs en prend un coup : alors que de multiples produits chimiques rendent l'atmosphère irrespirable, jamais aucun contrôle d'atmosphère n'est effectué. Enfin, aucun contrôle médical n'est effectué sur les travailleurs, et les ouvriers qui font le travail, le font sans qu'ils soient formés à la manipulation de ces produits. Les «insuffisances» sont longues. Pour le patron, ce n'est jamais que la «routine» quotidienne. Mais les travailleurs refusent ces assassinats qu'ils soient spectaculaires ou à «petit feu». Déjà, avec leur section syndicale CFDT, ils mettent sur pied leur exigence. C'est par la lutte que nous ferons reculer les patrons pour des conditions de travail correctes.

VET-FRANCE

A VET FRANCE (Lisieux), manufacture de confection, les 162 ouvrières sont en lutte maintenant depuis 15 jours. Elles réclament une augmentation des salaires, la baisse du rendement. Sait-on qu'il y a quelques semaines, elles étaient payées au SMIC ? Mais pour le patron, c'est encore trop, puisque dernièrement, il diminuait encore la paye car, disait-il : «il est nécessaire de s'adapter à la conjoncture économique, donc de réduire encore les salaires de 1300F à 1200F nets». Aujourd'hui, une section syndicale vient d'être créée pour mener la lutte. Le patron ne peut l'admettre et après avoir fait intervenir les CRS, (les ouvrières ripostent en occupant) fait constater par un huissier la soi-disant «présence d'éléments masculins étrangers à l'entreprise». De même, il interdit l'entrée de l'usine à 2 syndicalistes. Mais cela n'y fera rien, car «ça ne peut plus durer» disaient les ouvrières dernièrement.

un petit paysan devant le tribunal

Mardi 10 décembre, de très nombreux agriculteurs se rassemblaient devant le tribunal de Rochefort où comparait un des leurs, M. Menet, à qui on reprochait d'avoir été à la tête d'une manifestation, le 2 septembre... 1974, pour protester contre l'anarchie du marché de la viande et les importations massives de viande qui coulent les prix et ruinent les petits paysans. Le procès aura été l'occasion de dénoncer la réalité du marché de la viande qui ruine de plus en plus les petits agriculteurs et enrichit toujours les gros exploitants et les intermédiaires. Un témoin au procès dira : «M. Clergeau (le propriétaire du camion vidé lors de la manifestation en question) exploitait la baisse de la viande en important des pièces à 6,90 F le kilo, alors que les cours nationaux étaient à 8,50 F le kilo». Une peine de prison sera demandée par le procureur de la république ainsi que des dommages et intérêts. Soyons nombreux le jour où le jugement sera rendu, le 23 décembre.

Correspondant Saintes

CAILLARD (le Havre)

"NON AUX REDUCTIONS D'HORAIRES"

Ce matin, quasi Bellot, se tenait l'assemblée du personnel de la division 2 de l'usine Caillard, suite aux décisions de la direction de réduire la semaine de travail à 27 H pour les ouvriers de cette usine. L'usine Caillard comprend trois secteurs, la division 1 s'occupe de la construction des grues et des instruments de levage, la division 2, des réparations navales, et la section Perrier, de la chaudronnerie et du soudage. La décision a été affichée mercredi dernier, pour application ce lundi, sans consulter le Comité d'établissement. Actuellement, ce

sont 300 ouvriers travaillant à bord des bateaux qui sont concernés. Le chômage partiel risque de toucher 180 ajusteurs, 100 chaudronniers ainsi que les soudeurs de la section Perrier.

La rapidité de la décision n'est sûrement pas sans rapport avec la visite qu'a fait Ceyrac, vendredi, à Perraud, qui est à la fois PDG de l'usine Caillard mais aussi président de la chambre patronale.

Ce qui est contradictoire, c'est la surcharge de travail qui est prévue pour la deuxième quinzaine de décembre pour ceux qui travaillent à bord des bateaux, comme disait un ouvrier : «Les travailleurs sont mis à la soupe, alors que deux ou trois bateaux de plus sont attendus pour la deuxième quinzaine de décembre».

Les congés payés pour la deuxième quinzaine de décembre sont annulés, bloqués jusqu'à la fin janvier, parce qu'il y a trop de travail. Donc, chômage partiel à partir de la semaine prochaine (27 H) et d'un autre côté surcharge de travail.

La réduction à 27 H signifie pour 300 ouvriers, un quart de salaire en moins.

Hier matin, il y a eu une assemblée à 7 H 30 appelée par la section CGT (majoritaire), qui demande un rattrapage de salaires, au niveau des autres boîtes de construction navale. Il y a actuellement une différence de 13 % en moins, au désavantage des ouvriers de Caillard.

De plus les gars exigent que ceux de la division 2 puissent travailler dans une autre division, et qu'il y ait un contrôle sur les heures supplémentaires dans les autres divisions (exemple : un gars de la division 1 a fait 80 heures en une semaine)

La section CGT appelait les travailleurs à manifester. Tous les gars de la division 2 étaient en grève hier. La manifestation s'est arrêtée devant l'ANPE : «Garantie de l'emploi», «40 H pour Caillard». Elle s'est poursuivie devant la préfecture barrée par un cordon de flics, puis à la chambre patronale.

La lutte va sûrement s'élargir car la COGER et les «chantiers de Normandie» (autre boîte de construction navale) risquent d'être touchées par des mesures du même type.

Correspondant Le Havre

B. T. R. (Clichy) : non aux licenciements !

Les travailleurs de l'usine de Visserie B.T.R., à Clichy, occupent des locaux de leurs entreprises depuis le 21 novembre. Suite aux réductions d'horaires de 44 à 40 H, la direction envisage aujourd'hui de licencier. Elle refuse aujourd'hui de discuter et dernièrement, elle faisait pénétrer ses milices dans les ateliers. Mais ces menaces ne font pas fléchir les travailleurs.

DU TRAVAIL POUR TOUS, SUR PLACE !

Egé-Chambery

UNE NOUVELLE FORME DE LUTTE

Les employés d'EGE, place d'Italie à Chambery en sont à leur 3^e semaine de lutte. Le magasin d'Albertville a fait un débrayage de soutien. Les employés débrayent deux fois 1/4 d'heure dans la matinée, en restant dans le magasin pour discuter avec les clients présents. A dix heures, 1^o débrayage : une banderole était déployée devant le magasin : «La direction refuse toujours d'embaucher, nous continuons la lutte».

La chômeuse dont les employés d'EGE veulent imposer l'embauche, s'adresse aux clients : «On vous servira dans un quart d'heure ; on le fait pour vous expliquer où l'on en est. La direction ne veut pas embaucher, alors on continue la lutte. On vous demande cela comme une forme de soutien de votre part». La discussion s'est alors engagée entre employés et clients. Un client dit : «C'est vrai qu'il y a un manque de personnel. On s'en rend bien compte, on fait la queue ! Avant, il y avait quatre caisses, maintenant il n'y en a plus que trois, et elles ne fonction-

nent pas souvent toutes ensemble». Cette forme de grève, à l'intérieur du magasin est positive, elle renforce les liens avec les clients et entre les employés eux-mêmes.

La présence d'une chômeuse dans le magasin met clairement en lumière la nécessité d'exiger son embauche, alors que les employés d'EGE sont surchargés de travail. Dans le magasin, la chômeuse fait le lien avec tous les employés, étant donné qu'elle n'a pas de poste fixe et cela échappe totalement à la volonté du patron.

Actuellement, rien n'est obtenu, ni embauche de deux personnes supplémentaires, ni salaire à 1 700 F. Il ne s'agit pas de rêver d'autogestion dans le magasin, mais de trouver les moyens de faire céder la direction. Dans l'immédiat, les employés vont toucher toutes les boîtes dépendant de la même direction : l'Allobroges. C'est un trust alimentaire qui possède une série de magasins dans toute la Savoie.

Corr. Chambéry

Allemagne : SOCIAL-DEMOCRATIE ET DICTATURE BOURGEOISE

(4)

Reportage Yves BEAUMONT

la situation des travailleurs

On parle généralement du «miracle économique allemand». La RFA apparaît aux capitalistes français comme le modèle de la réussite : on sait l'étroite collaboration qui existe entre Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, l'actuel chancelier ouest-allemand. Or une des caractéristiques de la RFA, c'est l'alternance au pouvoir de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne. C'est l'exemple le plus achevé des régimes politiques que l'impérialisme US a tenté de mettre en place partout à la libération - alternance d'un «centre-droit» et d'un «centre-gauche» qui sont d'accord sur le fond et n'ont de divergences que sur les moyens (conservateurs et travaillistes en Angleterre ; socialistes et démocrates chrétiens en Italie ; même principe en Belgique).

C'est pourquoi la RFA n'apparaît pas seulement comme un modèle pour la droite traditionnelle. La «gauche» s'en inspire aussi quand elle parle d'alternance au pouvoir. Et le PS est très fier de la gestion de la social-démocratie allemande Mitterrand, lors de sa campagne présidentielle, multipliait les chiffres pour montrer que tout allait mieux en Allemagne (salaires, inflation, équipements sociaux, etc.). Sous-entendu : les sociaux-démocrates sont les meilleurs gestionnaires du capital.

Mais en fait les ouvriers n'ont rien à gagner d'une gestion du capitalisme par la «gauche», de cette «bonne gestion»... pour les capitalistes. Pour les ouvriers, la situation est la même qu'en France.



manifestation de travailleurs allemands.

LA MISERE EN RFA

Comme dans tout pays capitaliste, la bourgeoisie allemande exploite sauvagement la classe ouvrière. Une grande partie de celle-ci est contrainte de vivre dans des conditions épouvantables.

beaucoup plus hiérarchisées en Allemagne qu'en France).

LES ACCIDENTS DE TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Voici le témoignage recueilli par Jürgen Roth pour son livre «La pauvreté en RFA» :

- On travaille 9 à 11 heures par jour ; on travaille même le samedi. Et quel est le résultat ? On se ruine la santé. Les camarades sont nerveux et irrités, ils tombent malades de plus en plus nombreux, surtout les camarades les plus âgés, parce qu'ils ne tiennent plus le coup. Les accidents de travail s'accroissent, ils ont déjà dou-

blé par rapport à l'année dernière.

LES CONDITIONS DE LOGEMENT.

Une ménagère : *- «Ici, j'ai pensé habiter à bon marché, et voilà que le chauffage est cher. Je n'en sort plus avec les dettes. Il ne fait plus marcher le chauffage car j'ai peur : il est cher et j'ai peur de payer la note.»*

Cette mère de 3 enfants, à Francfort :

- Ce n'est vraiment pas une habitation pour des êtres humains. Ici tout le monde devient malade... Ici tout est humide, chaque recoin, l'eau ruisselle le long des murs, et tout est en carrelage. Ici on peut à peine se remuer.

LES SALAIRES.

On considère que 800 marks sont un minimum vital pour une famille (1 mark = 1,75 frs), et 600 marks pour une personne seule. La moyenne des revenus par famille a été de 1 614 marks en 1969. Sur un total de 20 540 000 ménages :

- 457 000 ménages ont un revenu de moins de 300 marks.
- 2 555 000 ménages ont un revenu de moins de 600 marks par mois.
- 2 065 000 ménages ont un revenu de moins de 800 marks par mois.

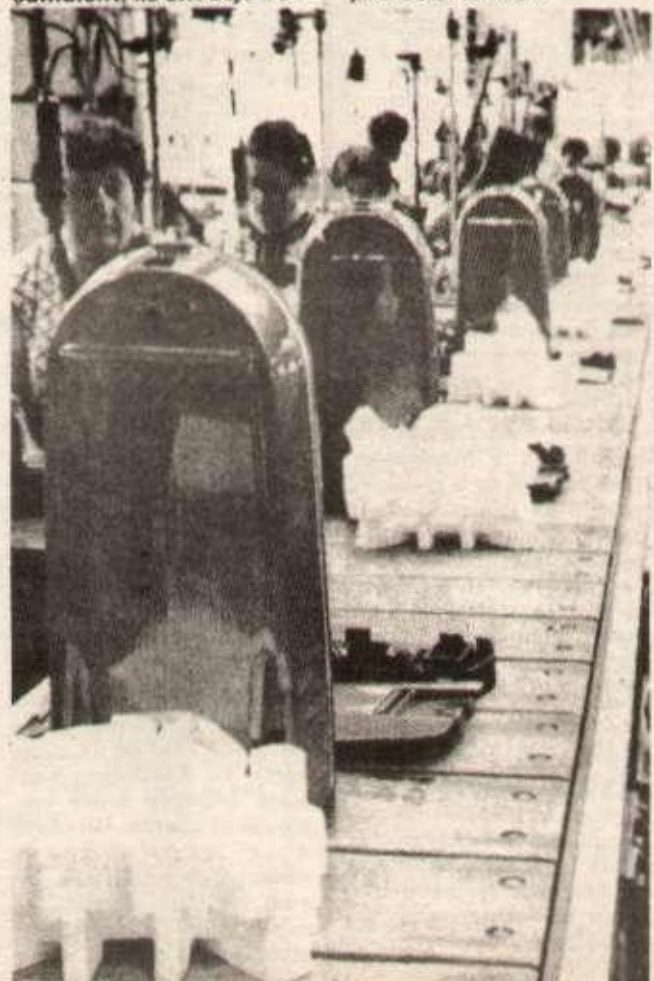
Ce qui fait à peu près 5 millions de ménages, soit un quart du total des ménages allemands.

Environ 25% de la population de RFA, soit 15 millions de personnes, se trouvent en-dessous du minimum vital.

Par contre, 12 000 ménages ont un revenu de plus d'1 million de marks par an, c'est-à-dire, 83 300 marks par mois. En voilà qui doivent apprécier les qualités de gestionnaire du SPD !

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.

Fin janvier 1973, il y avait en RFA 2 346 000 travailleurs immigrés. Inutile de dire que la plupart d'entre eux entre dans les 15 millions qui touchent moins de 800 marks. En effet, en juillet 1974 si 88% d'entre eux étaient ouvriers, 1% seulement étaient ouvriers qualifiés ou contremaîtres (les catégories d'ouvriers sont



des conditions de travail guère enviables.

LE CHANTAGE A LA CRISE DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE ET LA RIPOSTE DE LA CLASSE OUVRIERE

1) LE CHANTAGE A LA CRISE.

La RFA est un impérialisme secondaire. Dans le cadre des difficultés actuelles des impérialismes, dues principalement à l'entrée en lutte massive et à la constitution en force politique du Tiers-Monde, elle connaît des difficultés économiques certaines qui l'amènent à restructurer son économie. Ceci entraîne de graves conséquences pour la classe ouvrière.

Voici par exemple l'évolution du taux de croissance brut sur ces dernières années :

Taux de croissance				
1969	1970	1973	1974	
8,2%	5,8%	5,3%	0,4%	

Le taux de croissance est donc proche de zéro. Les conséquences pour la classe ouvrière sont très graves. En 1974, 8 000 entreprises ont fait faillite. Par exemple : au début 1974, 2 200 travailleurs sont licenciés à l'usine Strebel à Mannheim ; en mars 1974, l'usine Dingler et Karcher licencie 750 ouvriers. Le mouvement s'est poursuivi en 1975. Et il faut y ajouter les réductions d'horaires. Les premières victimes du chômage et des réductions d'horaires sont d'abord les travailleurs immigrés.

C'est ainsi que le gouvernement a fait savoir qu'en 1975, 500 000 travailleurs immigrés «pourront quitter la RFA» : c'est-à-dire seront renvoyés chez eux. Pour ces travailleurs, majorité turcs et grecs, c'est les condamner à retourner dans des pays qui sont incapables à l'heure actuelle de leur fournir du travail. La bourgeoisie exporte ainsi ses difficultés.

Mais si les difficultés sont réelles, on peut se demander si la bourgeois-

ie allemande ne les grossit pas volontairement. Car si l'inflation est importante, le taux est quand même le plus bas de toutes les nations capitalistes. De même le commerce extérieur est largement excédentaire et les réserves de devises sont considérables.

2) LA RIPOSTE DE LA CLASSE OUVRIERE.

La classe ouvrière riposte énergiquement aux attaques de la bourgeoisie contre son niveau de vie et son emploi.

En 1975 se sont multipliées les grèves et les occupations d'usines contre les licenciements. Alors qu'en février 1975 le nombre officiel des chômeurs partiels était de 804 000 et celui des chômeurs de 1 200 000 la classe ouvrière entre massivement en lutte. Ainsi au printemps 1975, les ouvriers de l'usine de ciment Seibel et fils à Erwitte occupent leur usine pour s'opposer aux licenciements. Audi NSU voulant licencier 4000 ouvriers, ceux-ci organisent une immense manifestation sur 10 kms. Du 25 au 30 septembre 1974 a lieu une grève d'avertissement dans la métallurgie de l'état de Bade-Wurtemberg contre la détérioration des conditions de travail. Du 30 octobre au 4 décembre 1974, les ouvriers de Steinway-Konzertflügel à Hambourg font grève pour une augmentation de 13%, ils finissent par obtenir 11,6%. En avril les 10 200 employés de l'usine Audi-NSU de Neckarsulm font une grève d'avertissement contre les menaces de fermeture de l'usine. Le 15 avril les ouvriers de l'usine Volkswagen de Salzgitter font grève contre les menaces de réductions de personnel, etc...

Dans tous ces mouvements la classe ouvrière commence à remettre en

cause les directions syndicales réformistes et révisionnistes. Celles-ci sont complètement engagées dans la collaboration de classe la plus éhontée. Ainsi en novembre 1974 au congrès du syndicat des textiles, malgré la perte de 180 000 emplois dans la branche, la direction syndicale estime qu'il faut continuer la politique de concertation ! La direction social-démocrate de la DGB (Confédération syndicale allemande) a de plus en plus de mal à faire admettre son baratin à la classe ouvrière. Ainsi lors des élections professionnelles de mars 1975, des listes d'opposition syndicale lui ont été opposées dans presque toutes les grandes entreprises et avec un net succès. Ces listes restent toutefois limitées dans leur signification politique, elles partent en général d'une contestation de la pratique syndicale locale sans toujours aboutir à une remise en cause de l'idéologie pourrie de la social-démocratie. Mais leur développement montre que les jours de la collaboration de classe sont comptés.

Quant aux révisionnistes du DKP, leur ligne de trahison rencontre elle aussi de grandes difficultés dans les masses. La plupart des familles allemandes ont des parents vivant en République Démocratique Allemande : ils savent à quoi s'en tenir sur le «socialisme» que préparent les révisionnistes ! Quant ceux-ci racontent dans les réunions d'ouvriers que dans les pays capitalistes c'est la crise mais qu'à l'Est tout va bien, ils sont copieusement sifflés.

Non les travailleurs français n'ont rien à envier à la situation de leurs camarades allemands. Eux aussi doivent engager la lutte contre le capitalisme et les faux communistes, eux aussi devront prendre le pouvoir.

bloc-notes

L'alimentation du bébé

L'alimentation d'un bébé doit rester la plus simple et la plus naturelle possible.

LAIT MATERNEL ET LAITS ARTIFICIELS.

Chez le nourrisson nourri uniquement au lait, la solution la plus favorable reste l'allaitement au sein qui apporte à l'enfant des vitamines et des anticorps maternels pour le protéger contre les infections, un lait adapté à ses besoins.

Mais bien souvent, il est impossible pour la mère de nourrir son enfant, soit qu'elle ait repris son travail, soit qu'elle soit trop fatiguée, soit qu'elle n'ait pas de lait tout simplement.

Dans tous les cas, après trois mois cet allaitement devient insuffisant. Il faut donc recourir à d'autres laits : le lait de vache pur, le lait concentré sucré sont mauvais pour le petit bébé = trop concentrés, trop riches en graisses et en sucres. De plus le lait concentré sucré ou non est difficile d'emploi et constitue dès qu'il est ouvert un milieu de culture pour les germes, il peut provoquer des diarrhées infectieuses.

Dans les cas où l'allaitement est impossible on utilise des laits artificiels en poudre qui sont aussi du lait de vache mais traité, stérile. Ils sont tout d'abord coupés pour diminuer la concentration en sel et protides, puis écrémés à la moitié ou au tiers pour diminuer la quantité de graisses (l'intestin et le rein du tout petit ne peuvent ni absorber ni filtrer les quantités de sel, protides et lipides du lait de vache), il est enfin sucré.

Ces laits se rapprochent un peu de la composition du lait maternel, ils sont tous à peu près aussi bons, et il faut utiliser un lait aussi simple que possible en évitant les laits vitaminés, sucrés au sucre de miel, «maternisés» qui sont beaucoup plus chers sans qu'on ait de garantie sur la quantité réelle de vitamines présentes après chauffage du biberon.



une publicité pour l'alimentation des bébés.

LES VITAMINES.

Les vitamines sont nécessaires chez le tout-petit mais doivent être apportées non-dénaturées, c'est-à-dire crues.

La vitamine D nécessaire à la prévention du rachitisme, autrefois apportée par les cures d'huile de foie de morue à longueur d'hiver, existe maintenant en gouttes données tous les jours de la naissance jusqu'à deux ans.

Le jus de fruits matinal (orange ou citron pressé) permet un apport de vitamine C. Pour ne pas oublier le mieux est de préparer tous les matins un jus de fruits avec les gouttes de vitamines D que l'enfant boira régulièrement.

LES ALIMENTS POUR BÉBÉ ET «PETITS POTS».

Lorsque le nourrisson grandit, la maman peut commencer à varier les régimes et lui donner : des jus de fruits à partir de la 3ème semaine, des légumes cuits, de la purée à partir du 2ème mois, du jambon, du poisson, de la viande hachée à partir du 3ème mois. Le tout étant donné au départ bien mixé comme une soupe épaisse, étendue de lait que l'on diminue peu à peu.

Les farines qui «gonflent» inutilement le bébé et sont difficiles à digérer si elles contiennent du gluten (il faut leur préférer les diases sans gluten) doivent être introduites le plus tard possible vers le 3ème mois.

Il faut dans tous les cas utiliser des produits bien frais et toujours rester le plus simple possible.

Que dire des petits pots utilisés de plus en plus par les mères de famille, vu leur rythme de vie ?

Il n'est pas question de les utiliser à tous les repas. Un repas pour le nourrisson reviendrait à 6 ou 8 francs. Ils sont très chers et donnent l'habitude au bébé d'une nourriture trop homogène, trop sucrée, trop douce et il sera par la suite très difficile de le faire manger normalement.

Une bonne soupe de légumes (en évitant les choux trop indigestes), qui peut être conservée 2 à 3 jours est plus économique, plus saine pour le bébé.

Les petits pots ne devraient être utilisés que comme un dépannage exceptionnel ; comme en vacances par exemple.

Docteur QdP

télévision

programme

MARDI 16 DÉCEMBRE

TF 1
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - QUOI ? DE QUI ?
21 h 20 - CES ANNÉES LA «1946-1970»
22 h 20 - DE VIVE VOIX
23 h 30 - JOURNAL

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN
23 h 15 - JOURNAL

FR 3
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES LES MONGOLS
22 h 25 - JOURNAL

MERCREDI 17 DÉCEMBRE

TF 1
13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - AMIGO dramatique
22 h 00 - INTERROGATIONS «L'AMOUR»
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA MALE PA-ROLE (n°1)
21 h 30 - C'EST A DIRE
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - HOMMAGE A GERARD PHILIPPE
22 h 00 - JOURNAL et fin

*Jammot a programmé ce soir une émission sur la franc-maçonnerie. Nous apprenons que «le Grand Orient de France», qui compte le plus d'adhérents, ne participera pas au débat pour protester contre la diffusion d'un des films composant la première partie de l'émission. En effet Jammot a choisi un film réalisé par les nazis pendant l'occupation, et qui veut dénoncer «les forces occultes». Reste donc en lisse : la Grande Loge Nationale Française. Qu'est-ce que la franc-maçonnerie ? Venue d'Angleterre au XVIII^e siècle, cet «ordre» se réclame de la solidarité humaine. Depuis sa création, il a rassemblé les secteurs «progressistes» de la bourgeoisie, ce qui l'a amené très souvent à se heurter aux secteurs conservateurs catholiques. Cela dit, sa philosophie apolitique en fait une caste d'élites que le mouvement ouvrier n'a jamais rejointe. Ajoutons que cet ordre, qui compte beaucoup de ministres bourgeois, reconnaît dans ces statuts le respect du statut privé des moyens de production.

dimanche soir sur TF1
«POUR QUE VIVENT LES HOMMES...»

Pour que vivent les hommes, et bien, il leur faut des femmes au foyer, qui attendent leur retour, gentiment, sans se poser de questions, même si elles ont le sentiment d'être trompées, ignorées, bafouées.

Voilà, en gros, ce que raconte le film de dimanche soir, sur TF 1. Un médecin trompe sa femme, la méprise, elle manque de le quitter au bout de plusieurs années. Et puis, coup de théâtre,

voilà que l'homme rate une opération à son hôpital, il est triste, et rentre chez lui. En pleurant, il lui dit : «Aide-moi...». Elle comprend son rôle alors... Pour que vivent les hommes, il faut leur être soumise.

C'est joli, Madame Giroud, de parler de la femme ! Pendant que vos discours démagogiques n'ont de cesse, voilà les idées que votre télévision diffuse.

TONNA-MONZON : PITEUX TABLEAU

Le coup du lapin a été fatal à Gratien Tonna, mis K.O. au 5^e round du combat qui l'opposait à Carlos Monzon, titre mondial des moyens en jeu. Espérant obtenir la disqualification de son adversaire, Tonna s'était couché sur le tapis après un coup à la nuque, l'arbitre a jugé que le coup n'était pas suffisamment irrégulier. Déçus, les supporters de Tonna n'ont pas voulu être en reste, ils ont boxé les journalistes présents qui ont ainsi pu étendre leurs connaissances de la boxe. Toutefois, Tonna ne perd pas sur tous les tableaux, il a touché une somme qui lui fera vite oublier son échec.

Quant à Bouttier, un autre challenger malheureux de Monzon, il avait préféré ne pas monter sur le ring et prendre seulement sa commission sur les entrées en...organisant le match.

LE SHOW CLAUDE FRANÇOIS

Claude François est allé à Caen, à la fin de la semaine dernière. Mais il ne se déplace jamais seul. Avant sa propre entrée en scène, beaucoup d'autres se succèdent. Jugez-en. A 21 H, les managers mettent les derniers fils en places : les dix tonnes de matériel sont en état de marche. Il est 22 H et entrent en scène les premiers portraits de clo-clo. 10 F ! Les enchères montent ; les tee-shirts surgissent une heure après : 15 F le tee-shirt ! Les sacs les suivent, ils entament leur ronde : 30 F le sac ! L'ambiance est surchauffée. Et l'on brade : les portraits s'estiment dépassés par les sacs et les tee-shirts, se mettent à la portée de tous. 50 % de réduction sur les portraits. Le rythme trépidant de la vente tourne à la folie. Les classeurs et les casquettes à effigie entrent dans la danse... Il est minuit. Un manager s'avance sur le plateau, il s'approche du micro central, il s'en saisit, le soulève... et le repose 10 centimètres plus loin... Les nerfs de la plupart des spectateurs ont alors craqué. A 1 H, imperturbable, «il» se présente devant une salle excédée. On ne se moque pas des jeunes impunément. La mise en scène que la vedette, Claude François utilise pour arrondir ses cachets en dit long sur sa conception de l'art et sur la façon dont il nous considère : comme des vaches à lait, juste bonnes au rackett !

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

DANS LES MINES LA REPRESSION EST QUOTIDIENNE

RÉPRESSION : DES MINEURS TÉMOIGNENT

«Dans les Houillères, tu as les gardes-chiourmes qui sont là, les gardes de cités. On te voit. On voit où tu vas, on voit ce que tu fais. Si c'est pas le maire, c'est le garde-champêtre, si c'est pas le garde-cham-

pêtre, c'est le garde des mines, si c'est pas le garde des mines, c'est ton voisin. Alors, t'es surveillé sur toutes les bases.

Le garde des mines, c'est un gars qui est de l'armée.»

un mineur de Bruay, 15 mars 1975.

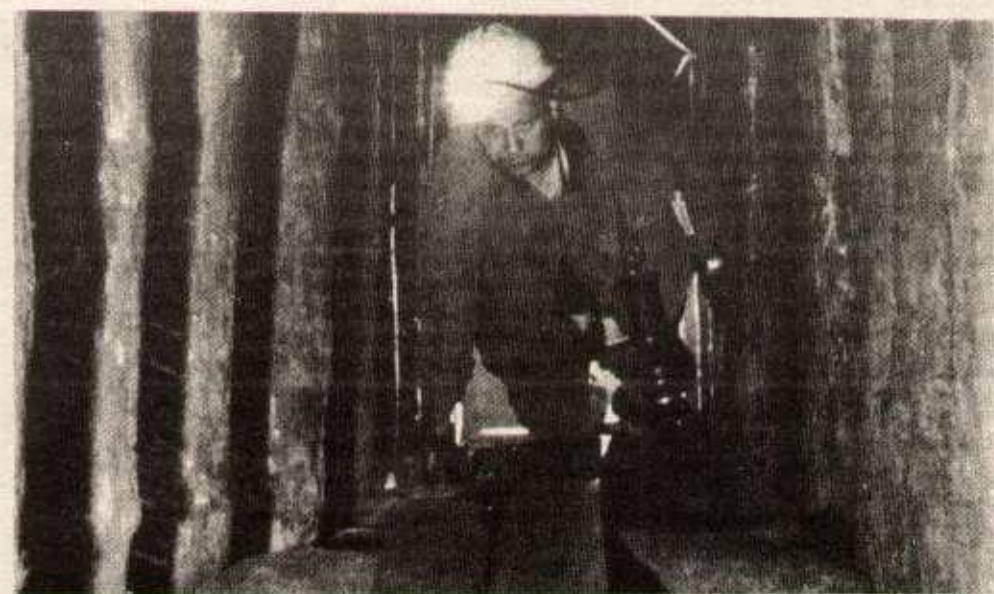
UN SAUVETEUR TÉMOIGNE

Q. : Finalement, mineur exploité, bête de somme, mais pourquoi les mineurs ne luttent pas ?

R. : On bouge pas, les mineurs ont peur d'être déplacés sur les autres fosses, ceux qui ont une trop grande gueule, les Houillères les font déplacer sur une autre fosse.

Q. : Pour le mineur, quel est l'avenir ?

R. : Il n'y a pas d'avenir du tout... La crise de l'énergie... Les mineurs n'y croient pas... Il y a des ressources, du charbon il y en a. Le 3 de Lens, c'était soi-disant la dernière année, et c'est réouvert... Ce que je crois qu'ils veulent,



c'est liquider les mineurs et créer une nouvelle génération de mineurs, les marocains qu'ils veulent exploiter à fond... Le mineur, on n'a pas d'avenir... A mon avis il y en a encore pour 10, 15 ans. On reste là, on veut rester au pays. Je suis sûr que je mourrai de la silicose ; j'y ai pensé mais je me suis dit que n'importe comment, on meurt toujours de quelque chose... Mes enfants n'iront pas à la mine.

Q. : Qu'est-ce qui a changé ? Est-ce que ça a toujours été ainsi ? Les mineurs ont développé de grandes luttes.

R. : Avant, on se connaissait tous... Maintenant, c'est plus pareil. A la fosse 4 par exemple, on est tous mélangés : si on fait grève, on sera une quarantaine parce qu'on est du même coron et on se connaît. Les autres, ils arrivent en bus de partout, on ne se connaît pas ; il y a des petits

groupes qui se forment, tout ça c'est parce qu'ils ont fermé les puits ailleurs...

Si une grève se déclenche, les mineurs qui sont venus en bus sont laissés sur place, il n'y a pas de bus pour les reconduire. Alors, qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent ? Ils vont pas rester sur place à rien faire ! Ils vont travailler !

(à suivre)

international

Portugal

les commissions de travailleurs LE PCP CONTESTÉ

Les Assemblées Populaires étaient définies dans l'alliance «MFA-Peuple» du 9 juillet 1975 (à l'époque le MFA était sous la direction des gonzalvistes), elles devaient comprendre les délégués des organisations de base (commissions d'habitants, de travailleurs, etc...) et des délégués des autorités locales (municipalités, pompiers, etc...), leur tâche est de servir de transmission entre les organes de l'administration et la population. Elles élisent des assemblées populaires régionales, puis une assemblée populaire nationale dont le rôle n'avait pas été défini. En ce moment, à l'assemblée constituante, le problème du pouvoir populaire est en discussion. Et un député du PPD déclarait : «les assemblées populaires doivent exister mais surtout, elles ne doivent pas faire de politique car les gens qui y participent n'en ont ni les moyens, ni la compétence. Elles doivent se contenter de régler les problèmes locaux (eau, électrification, salubrité, etc...)».

Se servant de la volonté des travailleurs de vouloir unifier les commissions, le PCP a créé un secrétariat provisoire de la zone-ouest de Lisbonne et convoqué avant hier soir toutes les commissions de travailleurs, délégués syndicaux, travailleurs à une réunion de préparation à l'assemblée populaire de la zone ouest de Lisbonne (zone de quartier où se

travaillent des commissions de travailleurs contrôlées par le PCP) étaient venues en force. Mais l'opposition et certaines commissions, particulièrement celle de la Lisnave ont empêché toutes les manœuvres. Les représentants de la commission d'habitants de Belém considèrent que : «Cette réunion est un exemple du manque de démocratie et de bureau-

et «refuse d'être inscrit dans la liste comme membre du secrétariat définitif».

Cette position est importante, car - comme dira le révisionniste président la réunion «on ne peut tout de même pas élire un secrétariat définitif sans la présence de la Lisnave». Quant au texte d'orientation présenté par le PCP, le PPD ne le refuserait pas par le fond : il est en effet totalement apolitique quant au rôle des assemblées populaires, mais il y a dedans de grandes phrases sur la classe ouvrière avant-garde, sur les alliances à faire, sur l'avancée vers le socialisme.

Le représentant de la commission des travailleurs de la Lisnave a caractérisé ce texte : comme

«placent ?» Dans le texte, un paragraphe disait en particulier : «Les assemblées populaires doivent contribuer à la planification de l'économie». Un travailleur de la Lisnave y a répondu : «Dans un système capitaliste, c'est de la collaboration de classe. Les travailleurs ne doivent pas apporter leur contribution mais imposer le contrôle ouvrier en renforçant les commissions de travailleurs». Finalement, la commission de travailleur a imposé les 2 textes qu'elle avait fait voter et discuter avant dans toutes les entreprises. De cette réunion, il ressort 2 points importants : d'abord le PCP comme les autres partis bourgeois tente de se servir des aspirations des travailleurs pour mettre en place des organes qui contrôlent en fait, les travailleurs et afin de donner aux masses l'illusion qu'elles exercent un pouvoir. Deuxièmement le rôle de la Lisnave et son prestige auprès des travailleurs montre que la bataille politique qui se déroule à l'intérieur de cette entreprise a une importance qui dépasse largement l'entreprise elle-même : pour toutes les assemblées et réunions où se sont présentés les travailleurs de la Lisnave.

de notre corr. A. JALLIEU



manifestation des commissions de travailleurs.

trouvait la Police Militaire). Sur les 97 entreprises de cette zone, 64 étaient présentes parmi celles-ci la Lisnave. Cette réunion était convoquée en fait pour faire élire un secrétariat définitif et faire voter un texte préparatoire par l'inter-syndicale.

cratie». Les représentants des commissions de travailleurs prennent connaissance des textes à l'arrivée à la réunion et n'ont pas le temps de discuter avec leur base. Le représentant de la Lisnave «refuse de participer à tout vote» pour la même raison

«un texte qui parle de l'alliance de la classe ouvrière et des autres couches de la société socialiste etc mais ne propose absolument aucune mesure concrète. Ce qu'il faut, c'est montrer quels moyens et comment on peut arriver à cette société, et quel est le rôle des commissions de travailleurs, du pouvoir populaire, quelle est son importance». D'autres travailleurs sont intervenus comme ce métallo d'une cinquantaine d'années expliquant : «Les commissions des travailleurs doivent être des directions politiques pour donner aux travailleurs des explications et des mots d'ordre politiques, car le 26 novembre, j'étais dans la rue et le Parti m'a dit de rester chez moi alors que les travailleurs voulaient se battre. Si une coordination politique des commissions des travailleurs avait existé, on aurait pu empêcher les commandos de gagner». Sur la liaison avec les comités de soldats, un travailleur habitant à côté de la PM m'expliqua : «il aurait fallu aider les soldats le 26 novembre. Ou sont maintenant nos camarades de la PM ? Peut-on faire l'unité avec les commandos de Jaime Nevès qui les rem-

Beyrouth, hier à midi «ON N'ENTEND PLUS DE TIRS...»

suite de la page une

Cet accord de cessez-le-feu demandé aux forces qui s'affrontent de se retirer de leurs positions, que les opérations d'enlèvements soient arrêtées et que ce soient les unités de l'armée qui contrôlent les routes principales de Beyrouth : la route près du port, la route menant à Damas, et la rue de Bechara el Khoury (au centre de la ville).

Pendant la journée du dimanche, des combats violents ont eu lieu autour de Wadi Abou Jamil, quartier où se trouve la communauté juive de Beyrouth, dans les quartiers de Chiah Ain Remaneh, et dans la banlieue de Beyrouth : Kfarchina et Hadeth. Au Nord, des combats violents se déroulaient à Tripoli et à Zghorta. A Zahlé, des membres de l'armée ont

été enlevés. On a retrouvé leurs corps.

A Beyrouth, les phalangistes ont été obligés de se retirer de leur hôtel, le «Holiday Inn». Ils ont dû se retirer à cause du manque d'approvisionnement, habituellement assuré par des unités de l'armée. Mais les «Mourabitoun» de Goleilat ont pu mettre la main sur un char de l'armée qui leur transportait du matériel et des vivres.

Cela montre clairement l'intervention de l'armée dans la bataille aux côtés des phalangistes. Même si, en apparence, l'armée reste «neutre» : dans le conflit, cela ne peut empêcher des officiers pro-phalangistes d'envoyer leurs unités combattre à leurs côtés.

sahara occidental : CRIMES DES TROUPES MAROCAINES RÉSISTANCE DU PEUPLE SAHRAOUI

Il faut estimer à 175 le nombre d'enfants morts d'épuisement au cours de l'exode qui a commencé les 25, 26, 27 novembre, date de l'entrée des troupes marocaines dans la ville de Smara, au nord du Sahara Occidental. Par milliers, les habitants des villes sont partis pour rejoindre les zones contrôlées par le Front Pour la Libération de Saguia el Hamra et Rio del Oro, sans eau, sans vivres. Arrivés dans les camps organisés pour les recevoir, ils prennent le fusil et rejoignent la résistance armée. L'élan du peuple sahraoui dans la lutte contre l'invasion a entraîné les notables à se porter de son côté. Les 81 membres de la Djema, assemblée territoriale, et autres personnalités qui avaient rejoint le F. POLISARIO, se sont rendus dans la zone des combats au Nord-Est du pays pour y rencontrer le secrétaire du Front et apporter solennellement leur soutien.

Les troupes marocaines ont subi des revers importants : dans la région du Nord-Est, les combattants sahraouis ont contre-atta-

qué, libérant la plus grande partie de la ville de Smara. Dans toute la région autour de la ville et de Jdeiria, ancien poste espagnol, des combats extrêmement violents ont obligé les troupes marocaines à se replier dans les anciens forts espagnols après avoir subi de lourdes pertes : 20 soldats tués à Smara, dont un lieutenant de méharistes, des prisonniers dont un caporal chef. Dans le sud du pays des combats d'une grande intensité ont opposé les combattants du POLISARIO à l'armée mauritanienne dont les détachements tentaient de rentrer dans le territoire sahraoui. De toutes parts, le peuple sahraoui se dresse pour lutter, affirme son droit à l'existence et sa volonté d'indépendance.

Le roi du Maroc a reçu d'importants appuis pour mener son invasion du Sahara Occidental, tant de la part des Etats-Unis que de la France qui a livré de grosses quantités d'armes au Maroc récemment. L'URSS, de son côté, cherche à profiter de la tension créée par l'invasion maro-

caine en multipliant les démarches auprès de l'Algérie pour offrir son soutien dans l'éventualité d'une guerre ; elle espère par là accroître sa présence dans la région, et imposer à l'Algérie des «relations privilégiées» sous couvert d'aide et de soutien. Brejnev a rencontré le secrétaire du FLN, à Varsovie, pour s'entretenir avec lui notamment du Sahara Occidental. Par ailleurs, on apprenait que le président Boumédiène avait envoyé deux messages à l'URSS.

Dans sa lutte, le peuple sahraoui rencontre un soutien croissant des peuples de la région, du peuple algérien, mais également aujourd'hui des voix s'élèvent au Maroc même et en Mauritanie. L'ampleur du soutien est à la mesure de la détermination de ce peuple qui a refusé de se soumettre aux appétits du Maroc. Le peuple sahraoui a fait connaître au monde entier que lui et lui seul devait être maître du destin de son pays, quelles que soient les désirs des grandes puissances.

G. CARRAT

le quotidien du peuple

«L'OLP NE RECONNAITRA PAS ISRAËL» mise au point de Farouk Kaddoumi

La semaine dernière, plusieurs journaux prétendaient que l'OLP était prêt à reconnaître «Israël», interprétant la déclaration de Kaddoumi au «Corriere della Serra» :

«Beaucoup nous demandent de reconnaître Israël. Mais quel type de reconnaissance pouvons nous donner si nous ne sommes pas reconnus et si nous ne représentons pas un État ? Pour reconnaître quelque chose, il est nécessaire d'être quelque chose».

Ces interprétations sont démenties par la déclaration suivante de Kaddoumi, faite le 10 décembre dernier :

«Nous nous étonnons qu'on nous pose toujours la même question dans les milieux occidentaux, alors que notre peuple est toujours en exil, et que l'ennemi sioniste occupe notre terre palestinienne et pratique contre notre peuple les massacres quotidiens (...). Par rapport à la reconnaissance de l'État d'Israël, nous refusons de le reconnaître, et la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies, considérant le sionisme comme une forme de racisme, prouve la justesse

de notre position. Israël est une entité raciste qu'il est impossible de reconnaître, et les bombardements israéliens sauvages des camps palestiniens au Liban prouvent cela. Notre peuple subit continuellement les massacres de la part de cette entité sioniste. La meilleure solution pour une paix au Moyen-Orient est l'établissement d'un État démocratique et il n'y a aucune autre solution.»

Rappelons que l'OLP prévoit :

«La poursuite de la lutte armée pour la libération de toute la partie palestinienne et l'édification d'une nouvelle société palestinienne démocratique sans discrimination raciale ou religieuse. Dans la nouvelle société, tous les citoyens jouiront des mêmes droits et les libertés démocratiques seront garanties :

- liberté d'expression
- liberté de manifestation et de grève
- liberté de former des syndicats et des groupes politiques
- liberté de confession
- la société démocratique palestinienne doit faire partie intégrante de la communauté arabe unifiée.»